

Des acteurs étatiques : Léviathan en Amérique State Actors: Leviathan in America

Jacques Zylberberg

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702004ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702004ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zylberberg, J. (1986). Des acteurs étatiques : Léviathan en Amérique. *Études internationales*, 17(2), 249–277. <https://doi.org/10.7202/702004ar>

Résumé de l'article

This paper deals with the internal dynamics of the Latin American States. Having identified the demographic changes - urbanization, rejuvenating process, widespread education — the author introduces the social changes which have caused the spreading to the masses, to social segmentation and individualization. This is followed by a study of the ideologies which relate the social orientations of the individuals or segmented groups with the overall representations which value authoritarianism, populism, nationalism and state socialism. The analysis of authoritarian ideologies, of social individualism, and of the fragmentized political rivalries validates the internal hypothesis according to which the state actors of Latin America operate with considerable autonomy on the international scène as compared to the other actors.

DES ACTEURS ÉTATIQUES: LÉVIATHAN EN AMÉRIQUE*

Jacques ZYLBERBERG**

« L'État est l'agent qui représente une société dans ses rapports inter-sociaux, il est du même coup l'expression d'une société comme acteur de sa propre histoire.

Il établit la relation du présent avec le passé et l'avenir, comme la relation de l'intérieur avec l'extérieur. Il n'y a pas d'État qui n'ait pas le droit de paix et de guerre. Il n'y en a par conséquent pas qui n'ait la capacité d'engager la voix de l'avenir d'une société.

Mais il n'y en a pas non plus qui ne soit le garant de l'ordre social, c'est-à-dire de l'ensemble des mécanismes de reproduction ».

Alain TOURAINE

ABSTRACT — State Actors: Leviathan in America

This paper deals with the internal dynamics of the Latin American States. Having identified the demographic changes – urbanization, rejuvenating process, widespread education – the author introduces the social changes which have caused the spreading to the masses, to social segmentation and individualization. This is followed by a study of the ideologies which relate the social orientations of the individuals or segmented groups with the overall representations which value authoritarianism, populism, nationalism and state socialism. The analysis of authoritarian ideologies, of social individualism, and of the fragmentized political rivalries validates the internal hypothesis according to which the state actors of Latin America operate with considerable autonomy on the international scene as compared to the other actors.

I – DES EXPLICATIONS: LA CLEF POLITIQUE

Postuler les acteurs étatiques comme unités de base est une opération énonciative qui devrait susciter un consensus minimal parmi les acteurs intellectuels, spécialistes soit du champ nébuleux des « relations internationales » soit du secteur imprécis de la « politique étrangère ». Un tel axiome commence à rallier progressivement et tardivement les spécialistes des études dites latine-américaines, qui dans la dernière décennie, ont bien voulu accorder une importance relative, sinon des attributs de pouvoir autonome, aux organisations étatiques comme pôles d'articulation et d'agrégation d'intérêts domestiques, à défaut de représentation des intérêts nationaux. Nous postulerons, en second lieu, plus audacieux que la majorité de nos collègues, que les acteurs étatiques en Amérique latine, agissent dans le domaine

* Cet article est issu des travaux de l'équipe subventionnée par le C.R.S.H.C. « La régulation étatique en Amérique centrale ».

** Professeur au Département de science politique à l'Université Laval, Québec.
Revue Études internationales, volume XVII, n° 2, juin 1986

international, avec une autonomie considérable par rapport aux intérêts domestiques et que leurs intérêts ont une probabilité considérable d'être acceptés comme intérêts nationaux. La légitimité de l'action internationale des acteurs latino-américains dans le système mondial procède donc pratiquement de l'exercice réel du pouvoir dans un territoire donné et idéologiquement, de leur assimilation à la catégorie mystique de la nation¹.

Ces lapalissades sur l'État-nation, qui dépassent le lieu commun pour une vision d'acteurs étatiques latino-américains plus autonomes que leurs analogues occidentaux dans l'exercice d'un pouvoir central se heurtent cependant aux résidus des paradigmes explicatifs de l'État-croupion ou de l'État-impuissant ou de l'État-reflet introduit depuis les années 1950 par le point de vue de la modernisation, le point de vue de la dépendance ou celui de la légitimité fonctionnelle². La falsification de ces modèles se situe à l'écart du débat manichéen qui a divisé les érudits latino-américanistes dans les dernières vingt-cinq années; elle prétend seulement dégager un espace analytique qui permettrait une analyse singulière et spécifique des instances politiques de pouvoir dans l'hémisphère. À l'heure où tous les diplomates s'occupent du libre-échange, et les politologues de multinationales et d'agro-business, il n'est pas sans intérêt de procéder à une reconstruction socio-politique de l'objet d'étude en mettant en parenthèse l'économie politique.

Le point de vue qui privilégie l'économie, déborde l'hypothèse des ressources matérielles nécessaires et de l'influence supposée des groupes d'intérêts, pour déboucher dans une doctrine essentialiste de la dépendance qui hypostasie dans le temps et dans l'espace, une représentation mécanique de rapports de forces sociaux, idéologiques et économiques reliés au développement de l'indéfinissable mode de production capitaliste. Les idéologies populistes et marxistes débordent le caractère aléatoire, relatif et construit de l'exercice intellectuel pour réduire les différents acteurs latino-américains aux rôles d'amplificateurs au pire, de filtres au mieux, de parasites exceptionnellement, des émissions du système capitaliste mondial. Une telle approche qui a attiré, souvent de manière romantique, quelquefois rationnelle, l'attention sur les mécanismes de distorsion des économies locales, sur les contradictions de la croissance, sur l'orientation internationale des productions domestiques a réduit cependant les États latino-américains au rôle d'appendice des firmes

1. Cf. nos travaux antérieurs sur la problématique étatique, e.a. J. ZYLBERBERG, « État, corporatisme, populisme: contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *Études internationales*, Juin 1976; J. ZYLBERBERG, « Fragments d'un discours critique sur le nationalisme », *Anthropologie et Sociétés*, 1978/1; J. ZYLBERBERG, « Nationalisme, intégration, dépendance: introduction dialectique au cas latino-américain », *Revue d'intégration européenne*, 1979/2; J. ZYLBERBERG, « Modèles d'État, modèles de croissance: le cas latino-américain », *Civilisations*, 1980/1-2; J. ZYLBERBERG, « Le mythe des cultures nationales », Communication au Colloque « Le Québec, le Mexique et le défi américain », Québec, Octobre 1981; J. ZYLBERBERG, J. DAUDELIN et Y. GRENIER, « La régulation étatique au Nicaragua », Communication présentée au Congrès de l'Association Canadienne de Science Politique, Montréal, 31 mai-2 juin 1985.

2. Sur la modernisation, cf. e.a. P. GHOSH, *Developing Latin America, A Modernization Perspective*, New York, Green Press, 1984; M. JAGUARIBE, *Political Development: A General Theory and a Latin American Case Study*, N.Y., Harper & Row, 1973; T. PARSONS, *Societies: Evolutionary and Comparative Perspectives*, N.J., Prentice-Hall, 1966.

transnationales ou des superpuissances. Les rôles actifs de médiation, de contrôle, de régulation, de transformation des échanges internationaux joués par les dirigeants et les appareils d'États-nations ont été donc négligés par une littérature méta-sociologique voire métaphysique. L'étude des acteurs et des mécanismes de régulation nationales est remplacée par une invocation permanente de la faiblesse de ces pouvoirs indigènes face aux bombardements continus du capitalisme³.

Cette faiblesse des acteurs de pouvoir en Amérique latine est mise aussi en évidence par les adeptes du modèle de la modernisation. Les sociétés et les États latino-américains sont victimes de la tradition qui conforte des producteurs inefficaces, une suprématie du secteur agraire, la corruption, voire l'impuissance des corps bureaucratiques et de la classe politique. La rigidité des représentations, la pesanteur des structures sociales, l'irrationalité des acteurs paralyse l'exercice d'un leadership responsable, suscitant une participation de masse, une réforme des structures sociales, le recours majeur aux techniques pour instaurer une société moderne. Dans l'optique précédente, l'Amérique latine était victime de la modernisation capitaliste qui inhibait son développement autonome, l'État étant la porte d'accès des épidémies capitalistes; dans le paradigme modernisateur, l'État latino-américain, victime de ses dynamismes internes est incapable d'absorber en quantité suffisante les retombées du dynamisme occidental et de reproduire avec suffisamment de célérité ses modèles d'action⁴.

Dans les deux types d'explication, une perspective fonctionnaliste, par trop simpliste, sous-tend le raisonnement: l'État est fonction d'autre chose que de lui-même, du système mondial capitaliste dans un cas, des intérêts des classes de production archaïques dans l'autre. Les deux écoles de pensée s'accorderaient probablement pour définir avec Helio Jaguaribe un type de société idéal, ou le pouvoir étatique se réfugie dans l'évocation mystico-nationale: « Les sociétés ne se développent économiquement, socialement, culturellement et politiquement qu'en étant des sociétés nationales, c'est-à-dire autonomes et indigènes. Les sociétés qui ne sont pas nationales ne parviennent point à se constituer en sujet et objet de leurs propres décisions. De même, elles n'arrivent pas à engendrer les facteurs propres à leur croissance, se transformant de la sorte en objet d'appropriation coloniale d'autres sociétés. Cela est dû surtout au fait que la forme nationale de la société se caractérise par la conjugaison d'intérêts objectifs communs (bien qu'inégalement répartis) et une motivation subjective (le nationalisme et le projet collectif qui s'y incarne) s'imposant aux membres de la nation comme un impératif moral de solidarité et de loyauté. Cette combinaison particulière de fait (que l'on trouve également dans la famille) fait de la forme nationale aussi bien un bouclier protecteur de la société face aux forces extérieures qu'un mécanisme interne de

3. Sur la dépendance, cf. S.J. et B.H. STEIN, *The Colonial Heritage of Latin America: Essays on Economic Dependence in Retrospective*, N.Y., 1970; R.H. CHILCOTE et J.C. EDELSTEIN, *Latin America: The Struggle with Dependence and Beyond*, Cambridge (Mass.), 1974; F.H. CARDOSO, « International Consumption of Dependency Theory on the United States », in *L.A.R.R.*, 1977/3; R.H. CHILCOTE, « A Question of Dependency », *Ibid.*, vol. XIII, 1978.

4. D. LERNER, *The Passing of Traditional Society*, Glencoe, Ill., The Free Press, 1958.

cohésion comprenant les forces centrifuges nées de conflits de classe et de groupes d'intérêts »⁵.

La vision manichéenne d'un État-croupion du capital ou d'intérêts sectoriaux, l'utopie romantique de l'État du consensus peut être remplacée pragmatiquement par une conception d'une classe politique, d'appareils bureaucratiques, d'acteurs étatiques autonomes, en soi et pour soi, agrégateurs du champ social, et intermédiaires complexes des échanges internes et complexes qu'ils délimitent et régulent. Cette appréhension du poids de l'État en Amérique latine, s'effectue avec des notions de sociologie politique, utilisées en Occident, mais insérées dans des hypothèses de travail construites spécifiquement pour rendre compte des acteurs étatiques latino-américains⁶:

- 1) Les relations sociales sont articulées morphologiquement par la ville et la masse.
- 2) La massification urbaine rend compte de l'instabilité, de la variété, de la segmentation et de l'individuation des agrégations sociales et de leur hétéronomie par rapport au pouvoir étatique.
- 3) L'individualisme, l'autoritarisme et l'étatisme sont connotés positivement dans le répertoire structural.
- 4) Le pouvoir étatique se nourrit de la segmentation et de l'instabilité des acteurs domestiques qu'il coopte, régule et subordonne dès qu'ils s'agregent et se manifestent socialement et politiquement.
- 5) L'hégémonie de l'État dans le champ social lui confère une autonomie interne remarquable dans le champ de la politique étrangère.

Ces différentes hypothèses seront argumentées dans l'ordre suivant:

- 1) Dans une première section, intitulée « des supports humains », nous sélectionnerons des indicateurs démographiques des trente dernières années pour faire ressortir la concentration urbaine d'une population plus jeune et plus instruite que les générations antérieures.
- 2) La section intitulée « Les groupes » opposera au modèle de « société de classes », un modèle de « société de masses », pour rendre compte de l'agrégation, de la segmentation et de l'individuation sociale.
- 3) « Des idéologies » est le titre de la troisième section illustrant la relation entre l'individualisme, et le nationalisme, l'autoritarisme et l'étatisme.
- 4) Dans la quatrième section « de la classe politique », l'on montrera les formes et les variations de la compétition politique.
- 5) La cinquième section « De la domination politique » s'efforcera de faire comprendre l'interventionnisme généralisé des pouvoirs étatiques.
- 6) La dernière section intitulée « Des rétroactions » esquissera une analyse des limites domestiques du pouvoir étatique.

5. M. JAGUARIBE, « Brésil: stabilité sociale par le colonial-fascisme », *Temps Modernes*, Octobre 1977, pp. 603-604.

6. J. ZYLBERBERG, « Modèles d'États, modèles de croissance: le cas latino-américain », *op. cit.*

La dernière section a pour but d'éviter de retomber dans un déterminisme unilatéral et réductionniste et essentialiste des unités nationales sélectionnées dans l'analyse du système international. Les acteurs étatiques, dans le cadre hypothétique repris ci-dessus, jouissent d'une autonomie importante par rapport aux autres acteurs domestiques, ils ne sont cependant pas des unités solipsistes dans un désert social, ils ne sont pas non plus des unités invariantes dessinées sur un horizon immobile. Démographiquement, socialement, politiquement, les Amériques latines changent et n'arrêteront pas de changer.

II – DES SUPPORTS HUMAINS: LE NOMBRE DES HOMMES

Les changements démographiques en Amérique latine ne sont pas spectaculaires: les famines africaines, la densité chinoise, le vieillissement européen ne sont pas des facteurs de comparaison dans un hémisphère, dont les changements lents, continus affectent en profondeur les agrégations et les dominations, et les rébellions politiques. Dans un fouillis de statistiques incomplètes, abondantes et à la fiabilité relative, quels sont les indicateurs qui peuvent être sélectionnés pour comprendre la transformation opérationnelle en Amérique latine? Les indicateurs de la démographie nationale, de l'urbanisation, des générations, de l'éducation, des revenus nous donneront un échantillon des modifications qui ont affecté la scène sociale et le jeu politique.

A — La démographie nationale

Le tableau I nous indique l'évolution des populations globales de 1950 à 1980. Nous constatons que face aux progrès modérés des États-Unis, l'Amérique latine a connu une progression importante, les populations ayant plus que doublé en trente ans, les projections indiquant qu'à la fin du siècle, le nombre des hommes latino-américains dépassera plus de deux fois le nombre des hommes aux États-Unis qui n'aura pas encore doublé sa population par rapport à 1950. Cette relation démographique prépondérante dans l'hémisphère est bien le fruit de changements générationnels puisqu'en 1940, la population des États-Unis dépassait celle de l'Amérique latine. La croissance importante mais non exponentielle des hommes en Amérique latine n'est pas uniforme. Contentons-nous de souligner les pays qui n'ont pas doublé leur population durant la période retenue: l'Argentine, le Chili, Cuba, Haïti et l'Uruguay et d'autre part le fait que plus de la moitié de la population de l'aire latino-américaine est concentrée dans deux pays, à savoir le Mexique et le Brésil. Les chiffres de population globale ne suffisent pas à rendre compte de la capacité d'action internationale mais constituent une bonne indication des modifications internes.

TABLEAU I
Estimations et projections des populations latino-américaines 1900-2000
(T)

Pays	1900	1910	1920	1930	1940	1950	1960	1970	1980	1990	2000
A. ARGENTINE	4.607	6.799	8.861	11.896	14.169	17.150	20.611	23.748	27.064	30.189	32.861
B. BOLIVIE	1.766	1.951	1.918	2.153	2.508	2.703	3.325	4.282	5.566	7.211	9.299
C. BRÉSIL	17.984	22.216	27.404	33.568	41.233	52.901	71.539	95.204	126.389	165.757	212.507
D. CHILI	2.959	3.336	3.783	4.424	5.147	6.091	7.585	9.368	11.104	13.061	14.934
E. COLOMBIE	3.894	4.807	6.057	7.350	9.077	11.597	15.753	21.261	26.894	34.298	42.441
F. COSTA RICA	307	364	421	499	619	858	1.236	1.732	2.213	2.776	3.377
G. CUBA	1.600	2.219	2.950	3.837	4.566	5.858	7.029	8.572	9.970	11.377	12.717
H. RÉP. DOMINICAINE	600	740	1.140	1.400	1.759	2.361	3.258	4.523	5.942	7.530	9.333
I. ÉQUATEUR	1.300	1.421	1.898	2.160	2.586	3.307	4.422	5.958	8.021	10.941	14.596
J. EL SALVADOR	801	985	1.168	1.443	1.633	1.940	2.574	3.582	4.797	6.484	8.708
K. GUATEMALA	885	1.096	1.450	1.771	2.201	2.962	3.966	5.353	7.262	9.676	12.739
L. HAÏTI	1.250	1.687	2.124	2.422	2.825	3.097	3.723	4.605	5.809	7.509	9.860
M. HONDURAS	420	553	783	948	1.119	1.401	1.943	2.639	3.691	5.105	6.978
N. MEXICO	13.607	15.160	14.500	16.589	19.815	26.606	36.369	50.513	69.965	97.585	132.244
O. NICARAGUA	420	543	639	742	893	1.109	1.472	1.970	2.733	3.778	5.154
P. PANAMA	263	332	429	502	595	825	1.095	1.464	1.896	2.346	2.823
Q. PARAGUAY	490	620	699	880	1.111	1.371	1.774	2.301	3.062	4.074	5.274
R. PEROU	3.000	4.000	4.862	5.651	6.681	7.832	10.162	13.504	17.773	23.214	29.468
S. URUGUAY	963	1.132	1.391	1.704	1.947	2.194	2.531	2.824	2.924	3.166	3.448
T. VENEZUELA	2.445	2.596	2.408	2.950	3.710	5.145	7.632	10.709	14.930	20.210	25.705
AMÉRIQUE LATINE	59.561	72.557	84.885	102.889	124.194	157.308	206.999	274.112	358.005	466.287	594.466
ÉTATS-UNIS	76.090	92.400	106.470	123.070	132.590	152.270	180.670	204.880	221.550	244.000	260.000

SOURCE: *Statistical Abstract of Latin America*, vol. 22, tableau 624.

B — L'urbanisation

L'augmentation de la population a surtout modifié les zones urbaines: celles-ci, comme nous le voyons au tableau II, représentent plus de 66 % de la population globale, par rapport à la moitié de la population en 1950⁷. Lentement, mais constamment, l'Amérique latine s'oriente vers une civilisation urbaine: seuls la Bolivie, le Salvador, l'Équateur, le Paraguay, dans la sous-classe des pays qui ont moins de la moitié de leur population urbanisée, enregistrent des taux négligeables ou négatifs d'accroissement urbains. En règle générale, il est possible de soutenir que si les balances commerciales de l'Amérique latine dépendent encore significativement des productions agraires, du point de vue politique, la démographie spatiale relègue dans l'imagerie d'Épinal, le gaucho de la pampa et la rébellion agraire.

L'on notera au tableau V une explication simple, peut-être trop simple, de l'urbanisation en dépit du musée des horreurs constitué par les différents types de favelles, qui font pleurer les touristes: pour le migrant rural, il fait bon vivre à la ville, dont les $\frac{3}{4}$ des habitants échappent à la pauvreté et neuf sur dix à l'absolue pauvreté, même si ces habitants ne se perçoivent évidemment pas avec la loupe du statisticien⁷.

C — Les générations

Le tableau II nous fait comprendre la jeunesse des populations latino-américaines – si l'on prend comme point de référence l'Europe et l'Amérique du Nord. La croissance démographique, l'urbanisation, les progrès sanitaires augmentent petit à petit l'espérance de vie des nouvelles cohortes. Plus de 40 % de latino-américains ont moins de 14 ans inclus.

D — L'instruction

Les chiffres ne signifient rien en soi. Le tableau III est cependant étonnant. Il révèle une population jeune instruite ou en période de formation. Un peu plus d'un quart des jeunes vont à l'Université en 1980. L'avant-garde élitiste de la population analphabète, les apprentis intellectuels sont devenus une petite masse, significative par sa concentration et ses intérêts propres. La population des écoles secondaires, à preuve le Chili et le Nicaragua, représentent désormais un potentiel de mobilisation important.

7. L.E. HARRISON, *Underdevelopment is a State of Mind: The Latin American Case*, N.Y., University Press of America, 1985; A.O. HIRSCHMAN, « Grassroots Development on Latin America », *Challenge*, 1984/27, pp. 4-9.

TABLEAU II
Indicateurs démographiques de l'Amérique latine

												Population urbaine ¹			Groupe de population par âge en 1975		
Population totale (T)					Densité (par km ² 1975)	Taux de naissance (PTI)		Taux de mortalité (PTI)		Espérance de vie à la naissance		%		Taux de croissance (%)	%		
PAYS	1970	1976	1980‡	AA-GR 1970-80		1965-70	1975-80	1965-70	1975-80	1965-70	1975-80	1960	1980	1960-80	0-14	15-64	65 et plus
A. ARGENTINE	23,748	26,057	27,720	1.6	9.1	21.95	21.4	8.59	8.9	67.36	69.4	73.6	85.7	2.3	28.5	63.6	7.9
B. BOLIVIE	4,780	5,036	5,600	2.7	4.9	43.88	44.8	19.04	17.4	45.25	48.6	26.8	32.7	3.7	43.0	54.1	2.9
C. BRÉSIL	95,204	108,340	120,287	2.6	12.8	38.01	35.5	9.51	7.9	59.66	63.4	46.1	67.6	4.7	42.0	54.8	3.2
D. CHILI	9,717	10,374	11,104	1.7	14.0	31.83	21.5	9.77	6.8	61.50	65.7	67.8	81.5	2.8	36.3	59.0	4.7
E. COLOMBIE	22,075	24,026	26,115	2.1	22.8	43.53	29.1c	10.33	7.6c	58.51	61.0c	50.9	76.3	4.5	45.7	51.5	2.8
F. COSTA RICA	1,737	2,003	2,223	2.6	39.3	37.29	31.8d	7.31	4.1d	65.41	70.0	32.7	45.9	4.7	42.2	54.5	3.3
G. CUBA	8,585	9,528	10,626	2.2	83.2	31.14	28.9	6.37	3.9	71.01	72.3	40.3	46.2a	1.3b	38.0	55.6	6.4
H. RÉP. DOMINICAINE	4,343	4,966	5,431	2.3	105.0	46.77	35.4	12.33	4.9	55.68	55.4	30.1	53.5	6.0	48.0	49.4	2.6
I. ÉQUATEUR	6,031	7,105	7,996	3.0	25.1	44.62	33.3a	10.99	7.8a	57.18	60.8	34.9	43.5	4.2	46.0	51.2	2.8
J. EL SALVADOR	3,516	4,275	4,813	3.0	192.0	44.23	39.1c	13.00	7.4c	54.87	59.0	38.4	40.3	3.7	46.5	50.3	3.2
K. GUATEMALA	5,298	6,272	7,053	3.0	56.3	44.64	42.1e	15.69	10.3e	50.12	57.8	34.0	32.3	2.7	44.2	53.0	2.8
L. HAÏTI	5,201	4,681	5,008	1.7	211.8	44.56	26.8	19.72	14.5f	44.46	52.2	10.9	25.0	6.0	42.9	54.1	3.0
M. HONDURAS	2,553	3,261	3,691	3.1	27.2	51.11	49.2c	17.54	14.2c	49.28	55.5c	23.1	35.9	5.7	46.9	50.3	2.8
N. MEXICO	50,313	61,171	69,900	3.4	30.0	42.80	35.5c	9.73	6.5c	60.98	65.0c	50.7	69.0	4.8	45.9	50.6	3.5
O. NICARAGUA	1,970	2,202	2,422	2.4	17.9	48.56	42.3a	15.65	12.2	50.43	55.2	38.4	57.8	4.8	48.4	49.2	2.4
P. PANAMA	1,458	1,693	1,837	2.1	22.2	38.33	28.1e	8.08	4.4e	64.90	69.1f	41.5	53.8	4.1	42.8	53.4	3.8
Q. PARAGUAY	2,247	2,878	3,168	2.4	6.4	43.67	36.0c	10.10	7.2c	59.41	64.0c	35.4	36.5	3.3	47.3	50.0	2.7
R. PÉROU	13,248	15,855	17,624	2.7	11.8	42.98	39.4	13.69	11.6	53.38	57.2	46.2	70.5	5.1	44.1	53.0	2.9
S. URUGUAY	2,887	2,858	2,921	.6	16.4	21.21	20.5c	9.36	8.5c	69.28	72.0	80.8	81.3	.8	27.9	63.1	9.0
T. VENEZUELA	10,559	13,151	15,061	3.4	13.4	39.55	36.2e	7.94	7.1e	63.00	66.4	66.7	77.7	4.4	44.4	52.5	3.1
AMÉRIQUE LATINE ²																	
	275,470	310,816	344,726	2.6	15.8	38.51	37.2	10.28	9.3	59.51	61.4	49.6	66.2	4.2	42.2	54.1	3.7

1. Urbaine = plus de 20,000 habitants.

2. Incluant la Barbade, la Guyane, la Jamaïque, Trinité et Tobago.

a. 1977. c. 1980. e. 1979.

b. 1960-1977. d. 1978. f. 1975.

SOURCE: *Statistical Abstract of Latin America*, vol. 22, tableau 104.

TABLEAU III
Étudiants en % de leur classe d'âge

Pays	6 à 11 ans		12 à 17 ans		18 à 23 ans	
	1960	1980	1960	1980	1960	1980
A. ARGENTINE	91.2	99.9	48.1	72.7	13.2	36.7
B. BOLIVIE	45.1	76.6	29.0	54.2	5.0	17.1
C. BRÉSIL	47.7	76.2	29.6	58.6	4.7	32.0
D. CHILI	76.4	100.0	54.7	86.5	7.2	22.2
E. COLOMBIE	47.9	70.0	28.8	63.8	4.4	32.9
F. COSTA RICA	74.4	97.5	35.7	54.7	8.0	21.4
G. CUBA	77.7	100.0	43.0	83.4	6.6	29.9
H. RÉP. DOMINICAINE	66.8	82.2	39.4	64.4	3.7	20.6
I. ÉQUATEUR	66.3	80.0	30.3	60.8	5.1	28.5
J. EL SALVADOR	48.7	69.2	40.3	58.1	8.5	18.9
K. GUATEMALA	32.0	53.3	17.7	33.8	3.6	10.1
L. HAÏTI	33.6	41.4	16.4	21.9	1.9	4.3
M. HONDURAS	49.5	71.3	24.6	44.7	3.2	14.8
N. MEXICO	58.4	94.2	37.4	67.3	4.7	18.2
O. NICARAGUA	42.9	60.8	29.7	53.7	3.6	18.6
P. PANAMA	68.3	95.7	50.3	83.2	12.7	43.3
Q. PARAGUAY	69.7	80.0	44.8	51.9	5.8	13.3
R. PÉROU	56.7	83.9	43.2	84.0	13.0	32.6
S. URUGUAY	89.9	-	53.2	67.2	14.1	24.3
T. VENEZUELA	68.8	83.2	49.0	60.9	8.6	24.0
AMÉRIQUE LATINE ¹	57.3	82.3	35.4	63.3	6.3	26.1

1. Incluant la Barbade, la Guyane, la Jamaïque, et Trinité et Tobago.

SOURCE: *Op. cit.*, tableau 1001.

E — Les revenus

Les tableaux IV et V nous indiquent que la distribution des revenus connaît des écarts fort importants. L'éducation progressive ne génère pas *per se* la richesse. Deux facteurs retiennent l'attention: contrairement à l'image du play-boy millionnaire, le « riche moyen » dispose d'un revenu de \$1 945 seulement en 1970 et les « classes moyennes » que nous créons en excluant du tableau IV les 20 % de plus pauvres et les 10 % de strates plus élevées, ont progressé plus rapidement au niveau du revenu moyen que les autres catégories sociales.

Bref, une population jeune, concentrée dans les villes, scolarisée intensément, augmentant modérément ses revenus, mais échappant en grande partie à la pauvreté va à l'encontre des clichés misérabilistes que l'Amérique du Nord et l'Europe appliquent à l'Amérique latine, clichés qui permettent à la classe politique de se draper idéologiquement des oripeaux de la justice sociale et de la libération nationale⁸.

8. Cf. le livre de L.E. HARRISON, *op. cit.*

TABLEAU IV

Distribution moyenne des revenus en Amérique latine¹, 1960-1970

Catégorie	Part de chaque catégorie dans le revenu total		Revenu en \$ per capita en 1960 ^a		Accroissement du revenu per capita		Croissance totale	% des accroissements totaux représentés par l'accroissement dans chaque strate
	1960	1970	1960	1970	%	1960 dollars		
20 % des plus pauvres	3.1	2.5	53	55	3.8	2	107.6	.4
30 % suivant	10.3	11.4	118	167	41.5	49	3,919	15.4
20 % suivant	14.1	13.9	243	306	25.9	63	3,359	13.2
20 % précédant les 10 % les plus élevés	24.6	28.0	424	616	45.3	192	10,237	40.3
10 % les plus élevés	100.0	100.0	345	440	27.5	95	25,406	100.0

1. La distribution moyenne en Amérique latine en 1970 a été estimée sur la base d'informations provenant d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, de Mexico et du Paraguay, du Honduras et du Venezuela.

a. Correspond au concept du revenu personnel per capita.

SOURCE: *Op. cit.*, tableau 1405.

TABLEAU V

Estimations de la pauvreté, 1970

%

Pays	Foyers en dessous du seuil de la pauvreté			Foyers en dessous du seuil d'extrême pauvreté		
	Ville	Campagne	National	Ville	Campagne	National
A. Argentine	5	19	8	1	1	1
C. Brésil	35	73	49	15	42	25
D. Chili	12	25	17	3	11	6
E. Colombie	38	54	45	14	23	18
F. Costa Rica	15	30	24	5	7	6
M. Honduras	40	75	65	15	57	45
N. Mexico	20	49	34	6	18	12
R. Pérou	28	68	50	8	39	25
S. Uruguay	10	-	-	4	-	-
T. Venezuela	20	36	25	6	19	10
Amérique latine	26	62	40	10	34	19

SOURCE: *Op. cit.*, tableau 1406.

III – DES GROUPES: AGRÉGATION – DIVERSIFICATION – MASSIFICATION

Tout comme les variables démographiques, les variables sociales n'indiquent pas un modèle de reproduction simple, mais un modèle de reproduction élargi, contradictoire, dynamique et complexe. Que ce soit en Occident, ou en Amérique latine, les paradigmes d'intégration et d'homogénéité doivent être remplacés par les notions d'hétérogénéité, de diversification et d'équilibre précaire. Ces éléments doivent être rapportés tout autant aux propriétés spécifiques de l'urbanisation qu'aux effets de l'internationalisation économique et culturelle. L'analyse des sociétés complexes latino-américaines a été replacée dans une perspective dynamique, par l'approche marxiste de la structure de classes. Après avoir traité brièvement de cette option théorique, partiellement satisfaisante, nous proposerons de les réintégrer dans une alternative qui tient compte des notions de diversification, de segmentation et d'individuation. Ce choix conduit à l'opposition suivante: il n'y a pas de possibilité d'autorégulation, d'intégration ou de domination *per se* du champ social segmenté. Celui-ci ne peut être régulé globalement que par la politique, cette instance n'étant pas un reflet de la société, mais au contraire une instance de production ou d'agrégation d'une société nationale, qui n'existe pas naturellement, mais se développe historiquement par la socialisation nationaliste et l'encadrement étatique⁹.

A — Le paradigme des classes

L'on trouvera au tableau VI, la présentation statistique sophistiquée des classes sociales en Amérique latine par A. Portes qui décrit bien son propos: « Le but principal dans la présentation d'une carte de la structure de classes latino-américaine était de démontrer que les classes sociales dans ces sociétés périphériques ne peuvent plus être comprises par un prolongement direct des catégories théoriques utilisées dans les sociétés avancées. Bien que de telles catégories peuvent évidemment contribuer à l'identification d'une bourgeoisie indigène et extérieure et d'un prolétariat organisé, cette approche ne pourrait servir à catégoriser la majorité de la population autrement que comme 'sans classe'. Le concept, antérieurement à la mode, de marginalité qui a été utilisé pour désigner ceux qui sont en dehors du secteur capitaliste moderne, reflète l'incapacité de saisir les articulations spécifiques entre les modes de productions capitalistes et arriérées qui sont au centre de ces sociétés. Par opposition au concept de marginalité, l'analyse ci-dessus s'est efforcée de clarifier le caractère des positions de classe à l'intérieur et à l'extérieur des secteurs modernes. Bien que l'absence de données appropriées n'autorise pas des évaluations statistiques précises, des chiffres provisoires disponibles actuellement indiquent que les classes définies par leurs conclusions des relations capitalistes substantielles de production – la bourgeoisie informelle et le prolétariat informel – comprend une majorité de la force de travail dans la plupart des pays latino-américains... Les clivages des classes décrits ci-dessus, sont importants parce qu'ils définissent des constellations d'intérêts matériels qui déterminent des orientations

9. J. ZYLBERBERG, « État, corporatisme, populisme: contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *art. cit.* et « Le mythe des cultures nationales », *art. cit.*

TABLEAU VI
La structure de classes

Pays	Classe dominante		Bureaucratique technique		Classe dominante et bureaucratique technique combinée	Prolétariat formel	Petite bourgeoisie informelle	Prolétariat informel	
	1970 (%)	1980 (%)	1970 (%)	1980 (%)	1970 (%)	1972 (%)	1970 (%)	1970 (%)	1980 (%)
Argentine	1.5		7.5		9.5	59.0	9.7	22.3	23.0
Bolivie	1.3	0.6		5.7	5.7	3.3	4.8	86.2	56.4
Brésil	1.7	1.2	4.8	6.4	10.2	20.5	7.2	65.8	27.2
Chili	1.9	2.4	7.1	6.6	7.7	60.5	4.5	26.0	27.1
Colombie	0.7	0.7	4.5	4.3	6.6	12.9	15.7	66.2	34.3
Costa Rica	1.7		8.0		9.0	28.5	13.5	48.3	19.0
République dominicaine	0.3	0.4	2.7	3.1	3.7	6.4	17.3	73.3	
Équateur	0.8	1.0	5.0	5.1	4.7	10.0	4.1	80.1	52.7
El Salvador	0.2	0.5	3.0	4.2	3.8	5.2	23.1	68.5	39.8
Guatemala	1.6	1.1	3.1	3.7	4.5	22.3	3.3	69.7	40.0
Haïti	0.5		0.5			0.0			
Honduras	0.6		2.5		4.5	1.1	13.4	82.4	
Mexico	2.6		6.2		7.7	15.9	11.3	64.0	35.7
Nicaragua	0.9		5.2		5.3	8.7	15.8	69.4	
Panama	2.1	4.4	6.8	10.0	8.7	25.4	5.2	60.5	31.6
Paraguay	0.6		4.2			5.9			
Pérou	0.4		7.6		7.0	27.6		69.5	40.4
Uruguay	1.1	1.3	5.6	7.3	8.4	88.5	1.0	3.8	
Venezuela	3.6	3.9	8.6	9.5	10.0	12.2	14.0	61.6	20.8
Amérique latine (N = 93,850,000)	1.7	1.6	5.4	6.0	8.4	22.4	10.2	60.3	30.2

SOURCE: L.A.R.R., 1985/3, pp. 22-23.

politiques de long terme d'agrégats sociaux étendus. En conséquence, une étude de ces conflits et de ces alliances est le complément nécessaire de l'énumération des classes et de l'analyse de leurs caractéristiques structurelles »¹⁰.

Indépendamment des différences d'interprétation que pourraient susciter sa lecture, le tableau VII montre bien que la tendance générale de l'hémisphère conduit au renforcement des relations salariales de production et donc à une élimination de la vision traditionnelle de l'Amérique latine. Néanmoins, ce modèle de classes sociales n'est pas réellement cognitif du point de vue social et politique en Amérique latine pour les raisons suivantes :

- a) La taxonomie de Portes est purement nominaliste, elle n'exprime même pas des classes *en soi*, c'est-à-dire des catégories réunissant des unités qui ont un rôle et un statut analogues dans les relations sociales de production et un style de vie identique ; l'identité de la quotidienneté, l'analogie du rôle productif offrant un champ potentiel à une perception d'intérêts communs et donc d'une action commune pour soi opposée à d'autres catégories.
- b) L'examen des recensements et des sources documentaires en Amérique latine nous montre que chacune des six catégories construites par Portes agrège des unités sociales hétérogènes dans les relations sociales de production, différenciées par le rôle productif, séparées par le statut, opposées par la rémunération, dispersées par l'habitat, clivées par le style de vie. Les étiquettes nominalistes ne réfèrent pas à des supports pour des actions socio-économiques ou politiques communes. L'historiographie nous révèle au contraire une fragmentation corporatiste des actions de revendication d'une part et une non-correspondance d'autre part, déjà signalée par Cardoso, Tiano, Lalive et Zylberberg, entre les positions socio-économiques, les représentations idéologiques, et l'action politique¹¹.
- c) Si dans les pays de capitalisme mature, le modèle de classes est de moins en moins heuristique du point de vue socio-économique, et obsolète du point de vue politique, des pays de modernisation rapide certes mais avec une proportion de capital variable stagnant, ne devraient pas être pris comme cibles d'une analyse basée sur la Révolution industrielle occidentale, la généralisation des relations salariales ne signifiant en aucun cas la constitution ni d'une importante classe industrielle dominée ni d'une homogénéisation de celle-ci, ni d'une bourgeoisie nationale. Pour les catégories non industrielles, « l'informalité » ne distingue pas la multiplicité des positions économiques et la variété des rôles sociaux.

10. A. PORTES, « Latin American Class Structures: Their Composition and Change During the Last Decades », *L.A.R.R.*, 1985/3, pp. 34 et 35.

11. F.H. CARDOSO, *Sociologie du Développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1969 ; A. INKELES et D. SMITH, *Becoming Modern: Individual Change in Six Developing Countries*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1974 ; J. TIANO, « Authoritarianism and Political Culture in Argentina and Chile in the Mid-1960s », *L.A.R.R.*, 1986/1 ; J. ZYLBERBERG et C. LALIVE, « Corporatism-Populism-Socialism: The Political Culture of the Chilean Workers », *North-South, Canadian Journal of Latin American Studies*, 1979, vol. IV, no 8.

TABLEAU VII
Droits civils et politiques

Pays	Année	Droits politiques	Droits civils	Pays	Année	Droits politiques	Droits civils
A. Argentine	1972	6	3	H. Rép. dominicaine	1972	3	2
	1973	2	2		1973	3	2
	1974	2	4-		1974	4	2
	1975	4	4		1975	4	2
	1976	6-	5-		1976	4	3
	1977	6	6-		1977	4	2+
	1978	6	5+		1978	2+	2
	1979	6	5		1979	2	3-
	1980	6	5		1980	2	3
	1981	6	5		1981	2	3
B. Bolivie	1972	5	4	I. Équateur	1972	7	3
	1973	5	4		1973	7	4
	1974	6-	5-		1974	7	4
	1975	6	5		1975	7	4
	1976	6	4		1976	6	4
	1977	6	4		1977	6	4
	1978	5+	3+		1978	5+	3+
	1979	3+	3		1979	2+	2+
	1980	7-	5-		1980	2	2
	1981	7	5		1981	2	2
C. Brésil	1972	5	5	J. El Salvador	1972	2	3
	1973	5	5		1973	2	3
	1974	4+	4+		1974	2	3
	1975	4	5-		1975	2	3
	1976	4	5		1976	3-	3
	1977	4	5		1977	3	3
	1978	4	4+		1978	4-	4-
	1979	4	3+		1979	5	3+

TABLEAU VII (suite)

Pays	Année	Droits politiques	Droits civils	Pays	Année	Droits politiques	Droits civils
D. Chili	1980	4	3	K. Guatemala	1980	6-	4-
	1981	4	3		1981	5	5-
	1972	1	2		1972	2	3
	1973	7	5		1973	2	2
	1974	7	5		1974	4	3
	1975	7	5		1975	4	3
	1976	7	5		1976	4	3
	1977	7	5		1977	4	4
	1978	6+	5		1978	3+	4
	1979	6	5		1979	3	5
	1980	6	5		1980	5-	6-
	1981	6	5		1981	6-	6
E. Colombie	1972	2	2	L. Haïti	1972	7	6
	1973	2	2		1973	6	6
	1974	2	2		1974	6	6
	1975	2	3-		1975	6	6
	1976	2	3		1976	6	6
	1977	2	3		1977	7	6
	1978	2	3		1978	7	6
	1979	2	3		1979	6+	5+
	1980	2	3		1980	6	6-
	1981	2	3		1981	7-	6
	1972	1	1	M. Honduras	1972	7	3
	1973	1	1		1973	6	3
F. Costa Rica	1974	1	1		1974	6	3
	1975	1	1		1975	6	3
	1976	1	1		1976	6	3
	1977	1	1		1977	6	3
	1978	1	1		1978	6	3
	1979	1	1		1979	6	3
	1980	1	1		1980	6	3
	1981	1	1		1981	4+	3

TABLEAU VII (suite)

Pays	Année	Droits politiques	Droits civils	Pays	Année	Droits politiques	Droits civils
G. Cuba	1981	1	1	N. Mexico	1981	3+	3
	1972	7	7		1972	5	3
	1973	7	7		1973	4	3
	1974	7	7		1974	4	3
	1975	7	7		1975	4	3
	1976	7	6		1976	4	4-
	1977	7	6		1977	4	4
	1978	6	6		1978	4	4
	1979	6	6		1979	3+	3+
	1980	6	6		1980	3	4
	1981	6	6		1981	3	4
	1972	4	3		1972	3	4
	1973	5	4		1973	5	5
O. Nicaragua	1974	5	4	S. Uruguay	1974	5	5
	1975	5	4		1975	5	5
	1976	5	5		1976	6-	6-
	1977	5	5		1977	6	6
	1978	5	5		1978	6	6
	1979	5	5		1979	6	6
	1980	5	5		1980	5+	5+
	1981	6-	5		1981	5	5
	1972	7	6		1972	2	2
	1973	7	6		1973	2	2
	1974	7	6		1974	2	2
	1975	7	6		1975	2	2
	1976	7	6		1976	1	2
P. Panama	1977	6+	5+	T. Venezuela	1977	1	2
	1978	5+	5		1978	1	2
	1979	5	5		1979	1	2
	1980	4+	4+		1980	1	2

TABLEAU VII (suite)

Droits civils et politiques

Pays	Année	Droits politiques	Droits civils	Pays	Année	Droits politiques	Droits civils
Q. Paraguay	1981	4	4	États-Unis	1981	1	2
	1972	4	6		1972	1	1
	1973	5	5		1973	1	1
	1974	5	5		1974	1	1
	1975	5	5		1975	1	1
	1976	5	6-		1976	1	1
	1977	5	6		1977	1	1
	1978	5+	5		1978	1	1
	1979	5	5		1979	1	1
	1980	5	5		1980	1	1
	1981	5	5		1981	1	1
R. Pérou	1972	7	5				
	1973	7	5				
	1974	6	6-				
	1975	6	4+				
	1976	6	4				
	1977	6	4				
	1978	5+	4				
	1979	5	4				
	1980	2+	3+				
	1981	2	3				

SOURCE: *Statistical Abstract of Latin America*, tableau 3400.

B — Le paradigme de la complexité

Le paradigme de la complexité postule la diversification des rôles, des statuts, la mobilité des acteurs, leur segmentation et leur individuation.

- a) Les rôles sociaux se différencient selon des clivages multiples qui cumulent contradictoirement les sentiments d'appartenance, les perceptions de références et les représentations de coopération ou de conflits. L'insertion spatiale, la liaison familiale, le réseau d'affinité, l'activité productive, la prégnance religieuse, la référence ethnique ne convergent plus dans une identité groupale à supposer que cette identité ait jamais existé dans une société traditionnelle¹².
- b) La hiérarchie des statuts est aussi plurielle que l'assignation des rôles; sauf et peut-être encore dans la classe dominante, il n'y a que peu de convergence entre l'origine spatiale, la référence ethnique, la dimension religieuse, le rôle productif, le niveau de scolarité, et le lignage familial. L'héritage patrimonial, le désordre capitaliste, le prestige intellectuel, le rayonnement religieux entrent dans des transactions multiples et variées.
- c) Rôles et statuts sont donc précaires: dans cette société complexe, soumise aux changements incessants, effectuant des transactions constantes, renouvelant et rajeunissant et réinterprétant les résidus du passé et de l'ailleurs, se manifestent toutes les permutations et les combinaisons des logiques urbaines et principalement celles de la mobilité: rien n'est jamais acquis dans l'apparente et trompeuse sieste coloniale; mobilité géographique de la campagne vers la ville moyenne puis vers la capitale ou l'étranger, mobilité professionnelle et sociale ascendante ou descendante, mobilité ethnique par l'exogénie ou l'enrichissement ou la prise de pouvoir, mobilité générationnelle, les jeunes bousculant sans cesse les « vieilles » oligarchies, mobilité idéologique continue que ce soit sur le plan de la croyance religieuse ou partisane, sont les règles du jeu actuel, jeu volontaire ou subi selon le destin de la biographie personnelle et les bouleversements économiques et politiques qui n'ont pas cessé depuis la colonisation espagnole.
- d) Sociétés donc segmentées plus que stratifiées, divisées plus qu'hiérarchisées, perméables plus que rigides, le poids des variables en relation d'incongruence encourage potentiellement le conflit plus que la coopération, l'individuation plus que l'agrégation, cette dernière étant toujours minoritaire parce qu'impuissante à représenter des intérêts aussi variés et fluctuants. La fragmentation corporatiste des intérêts et la cooptation par l'État devient le paradigme, l'obsolescence des intérêts et l'instabilité des élites, la règle¹³.

12. J. ZYLBERBERG, « Le mythe des cultures nationales », *op. cit.*; G.A. POSTIGLIONE, *Ethnicity and American Social Theory: Toward Internal Pluralism*, N.Y., University Press of America, 1983 et H. TAJFEL, *Human Groups and Social Categories*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

13. J. ZYLBERBERG, « État, corporatisme, populisme: contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *art. cit.*, pp. 230 et suiv.; et le numéro spécial sur le corporatisme, *Review of Politics*, 1974; et R. NEWTON, « Functional Groups, Fragmentation and Pluralism in Spanish American Political Society », in M. WIARDIA, *Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Tradition*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1974, pp. 129-157; K. SILVERT, *The Conflict Society Reaction and Revolution in Latin America*, N.Y., American University Field Staff, 1966; R. KATZMANN, « Les transformations sectorielles de l'emploi en Amérique latine », *La Documentation Française*, 1985, no 4788; G. DEALY, « The Pluralistic Latins », *Foreign Policy*, 1984/1985, Winter.

- e) Des facteurs divers de concordance peuvent cependant être relevés à savoir la généralisation d'une langue nationale, l'irruption des mass-media électronique et des sports de masse dans la vie quotidienne. Cette prégnance des loisirs et des media de masse, la dérive individuelle, la segmentation et la différenciation et la cooptation corporatiste ne sont-elles pas simultanément les marques de fabriques des sociétés autoritaires de l'Europe fasciste et léniniste et des sociétés occidentales démocratiques et post-modernes ? Dans ce type de société, l'intégration ne peut être que formelle, conflictuelle et centrale, c'est-à-dire que l'État inclut obligatoirement des individus nationaux, opposés entre eux et aux étrangers, la force étant appuyée par le processus de légitimation, d'idéologisation, d'intégration symbolique¹⁴.

IV – DES IDÉOLOGIES

Le conflit, comme la coopération, est un fait de société en Amérique latine comme ailleurs. Comment communiquer cette opposition d'individus et de segments vivant dans un même espace étatique et s'intégrant conflictuellement dans un même champ linguistique où se reproduisent des thèmes idéologiques variés et contradictoires, pour ne pas dire des slogans, qui autorisent chaque acteur à revendiquer le pouvoir au nom d'intérêts particuliers dissimulés derrière la nation et le peuple et l'utopie chrétienne ? L'histoire a accumulé un lexique suffisamment riche pour faciliter la tâche de chaque coalition sociale et politique. Au-delà de la « droite » et de la « gauche » quelques transactions idéologiques imprègnent le corpus partisan et maintiennent ainsi une possibilité de dialogue permanent sur fond d'anathème, et une exclusion continue des opposants sur fond de consensus national. L'amalgame d'idéologies datées historiquement et de résidus permanents ne laisse subsister qu'un élément clair : l'État doit être conquis pour pouvoir préciser et réaliser les projets nébuleux ; cette croisade pour libérer l'État de ses occupants impurs se déroule sur un arrière-fond religieux, comme le signalait jadis Vallier : « La politique, la production et les significations personnelles sont toutes directement imprégnées par des dimensions catholiques et une *Weltanschauung* rédemptrice. Au milieu de la misère, de la confusion, de la lutte et du désenchantement, ces peuples sont en quête d'une eschatologie convaincante et d'une participation à quelque glorieuse croisade ». L'Amérique latine, avec ses prêtres guerilleros et ministres, valide quotidiennement la proposition de Léo Moulin : « La religiosité diffuse et spontanée, ambiguë et effervescente, qui se manifeste chaque jour au cours de notre

14. K.H. SILVERT, *The Conflict Society: Reaction and Revolution in Latin America*, op. cit. ; S.L. BAILY (Éd.), *Nationalism in Latin America*, New York, 1971 ; A. VAN NIEKERT, *Populism and Political Development in Latin America*, Rotterdam, 1974 ; R.A. HUMPHREYS, *Tradition and Revolt in Latin America*, N.Y., Columbia University Press, 1969 ; T.W. ADORNO, et alii, *The Authoritarian Personality*, N.Y., 1950 ; S. TIANO, « Authoritarianism and Political Culture in Argentina and Chile in the Mid-1960s », op. cit. ; C. LALIVE D'ÉPINAY et J. ZYLBERBERG, « Conciencia de clase, desarrollo desigual y religion », *Cuadernos de la realidad nacional*, Juillet 1973 ; G. GERMANI, *Politica y sociedad en una epoca de transicion*, Buenos Aires, Paidós, 1964 ; I.L. HOROWITZ (éd.), *Masses in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1970.

société et qui, au delà (ou en deçà) des institutions agit si puissamment et si profondément sur les structures mentales et les conduites de notre société »¹⁵.

A — Les thèmes religieux: la violence juste

L'héritage catholique, sa reproduction, ses transactions avec l'environnement colonial et l'État indépendant, sont à la source d'une problématique idéologique contradictoire qui a deux effets différents: la possibilité pour les clercs d'effectuer n'importe quelle transaction de pouvoir, la possibilité pour les acteurs politiques de découvrir toujours une légitimité religieuse. L'unité effectuée par le christianisme est donc à la base de toutes les orientations particulières, de toutes les segmentations valorisées, de toutes les oppositions partisans, de toutes les guerres civiles. Cette prouesse du carrousel idéologique s'explique par les liaisons et oppositions humaines, du catholicisme romain: l'espèce commune est unifiée par l'origine divine de sa création mais chaque être humain est une personne spécifique; le Seigneur aime l'ensemble de l'humanité moins les hérétiques; l'intérêt général, le bien commun, l'unité d'action doivent guider les fidèles mais comment réaliser une unité d'action avec les hérétiques, avec les marchands du temple? La croisade d'utopie messianique contre les hérétiques, la conquête de la cité de Dieu s'accompagne mystérieusement d'une acceptation réaliste et fataliste de l'ordre du monde, de la cité terrestre et particulièrement des autorités établies; celles-ci peuvent être contestées par l'individu lorsqu'elles n'ont pas respecté soit l'équité dues à chaque segment corporatif, soit l'égalité due aux enfants de Dieu. Bref le discours jésuitique, variable et flexible, valorise une vision conflictuelle et individualiste du monde. La christologie et le messianisme alimentent le romantisme héroïque qui promeut l'image d'individus exceptionnels; la sainte inquisition du malin et de ses incarnations humaines légitime l'usage constant de la force, la « violence juste », les supports humains de celle-ci variant selon le locuteur ecclésiastique, comme le rappelle également Vallier: « L'église latino-américaine n'est pas entièrement traditionnelle ou complètement moderne ou révolutionnaire; elle embrasse plutôt une gamme hautement complexe de positions, stratégies et structures compétitives et semi-articulées ». L'indétermination des incantations religieuses renforce l'accentuation de la propagande socio-politique indifférenciée¹⁶.

15. L. MOULIN, « La religion comme facteur d'intégration, de non intégration et de désintégration politique », Communication à l'I.P.S.A., Jérusalem, 1974, p. 2; I. VALLIER, « Religious Elites Differentiation and Development in Roman Catholicism », in S.M. LIPSET, A. SOLARI (Éd.), *Elites in Latin America*, N.Y., Oxford University Press, 1967, p. 202.

16. I. VALLIER, *Catholicism, Social Control and Modernization in Latin America*, N.Y., Prentice-Hall, 1970, pp. 221; J. ZYLBERBERG, « Integration and Protect in Latin America, Toward a Political Sociology of Religious Movements », Communication au Congrès de la L.A.S.A., San Francisco, Novembre 1984; W. D'ANTONIO et F. PIKE (Éd.), *Religion, Revolution and Reform in Latin America*, N.Y., Praeger, 1964; D.E. MUTCHLER, *The Church as a Political Actor in Latin America*, New York, Praeger, 1971; E.L. CLEARY, *Crisis and Change: The Church in Latin America Today*, New York, Orbis, 1984.

B — Les slogans socio-politiques

L'individualisme conduit à la valorisation transcendante, à la promotion mystique, à la connotation positive d'intérêts spécifiques, c'est-à-dire au corporatisme. Par corporatisme, nous entendons donc le mouvement – et l'institutionnalisation – de défense et de promotion de tout intérêt sectoriel. Outre les origines « hispaniques » et « chrétiennes » invoquées à tort ou à raison par la littérature, le corporatisme latino-américain contemporain se reproduit par la segmentation sociale et l'individualisme associés à l'urbanisation et à la massification contemporaines. Chaque revendication particulière est reliée à la vision eschatologique du monde juste: le prix du transport urbain, les règlements de concours universitaires, les demandes salariales, les nécessités financières d'un club sportif, la torture, l'assassinat, la guerre ont toujours quelque chose à voir avec le destin du peuple et de la nation, et doivent être promus par la « juste-lutte ». La segmentation sociale et l'idéologie corporatiste – sont donc compensées illusoirement, idéologiquement par les généralisations lexicales au niveau du peuple et de la nation. Les généralisations confortent l'individualisme, l'autoritarisme et le corporatisme particulièrement dans le cas du populisme: les différents intérêts segmentés sont insérés dans une vision « populaire » – le peuple étant l'ensemble des secteurs populaires – articulés autour de la personne d'un héros populaire, qui doit être suivi plus ou moins aveuglément, pour que s'instaure... l'État populaire. Ce psittacisme oppose l'ensemble des secteurs décents, « conscients » de la société aux minorités injustes et diaboliques. Le nationalisme permet d'élargir le consensus populiste – consensus sur le chef suprême plus que sur des contenus idéologiques – au consensus nationaliste, qui permet d'inclure obligatoirement l'ensemble des individus dans le cadre étatique à l'exception des forces étrangères qui n'apprécient pas, voire combattent, la richesse du patrimoine national – que ce soit les volcans ou la révolution au Nicaragua, la samba et le métissage au Brésil, le vin et les femmes au Chili; cette liste des stéréotypes nationaux n'étant pas limitative, et ne s'épuisant certes pas avec le répertoire des imaginaires en Amérique latine, mais étant simplement la traduction locale de l'idéologie nationaliste, qui hante la planète depuis deux siècles.

Le corporatisme depuis trente ans est sur la pente ascendante, le nationalisme aussi, le populisme quelque peu éculé est en train de regagner son second souffle, l'image de l'État juste, de l'État-guide, de l'État centre de l'action est toujours omniprésente, que ce soit dans le modèle national-léniniste, dans le modèle national-capitaliste ou dans le modèle national social-démocratique. Il faut absolument conquérir l'État, démocratiquement ou par la force, pour installer au pouvoir le héros rédempteur qui réalisera outre la révolution des corps ou des âmes, de la société ou de l'économie, la révolution nationale. Très loin des thèmes de la tradition, l'idéologie corporatiste débouche sur une idéologie de l'État juste, c'est-à-dire sur une utopie du changement. Quel changement? Personne ne le sait vraiment! Mais le conflit, le chef autoritaire réussiront par l'action et la conquête du pouvoir étatique, à unifier les multiples intérêts sectoriels contradictoires en une harmonie

nationale. L'indéfinition du vocabulaire idéologique favorise donc le conflit permanent, et le pouvoir autoritaire et le leadership charismatique¹⁷.

V — LA CLASSE POLITIQUE

Même la dépolitisation projetée par les dictatures n'a pas réduit la reproduction élargie de la classe politique en Amérique latine, qui est segmentée comme les strates sociales, sans qu'aucun axe socio-démographique, socio-économique ou idéologique puisse dans la moyenne ou la longue durée départager ou classer les concurrents de pouvoir. Tout le monde a le droit de postuler le pouvoir, ce droit semble être exercé principalement par les professions libérales et le surplus-non-employé dans le secteur universitaire. Les supports du pouvoir débordent les groupes d'intérêts et les partis, ils se recrutent en permanence dans les clientèles et conjoncturellement dans les mobilisations de masse. La segmentation et la diversité de la classe politique favorise simultanément l'hégémonie et l'instabilité des acteurs de l'État.

A — La légitimation de la compétition

Ce n'est pas au nom de la citoyenneté mais au nom de la justice, que dans les collectivités soit disant traditionnelles, tout un chacun rêve de devenir timonier de la nation: chacun est soit un enfant de Dieu, un fils du peuple, ou une expression authentique de la nation. L'individualisme et le climat religieux favorise l'éclosion de multiples aspirant-caudillos, d'autant plus que l'urbanisation n'est pas synonyme de développement, que les secteurs de production augmentent de plus en plus leur capital fixe au détriment du capital variable et que l'État est le premier entrepreneur du pays. Le salut de la nation, le bien commun, l'intérêt corporatif et la valorisation du destin individuel se rencontrent plus ou moins harmonieusement dans les aspirations politiques des multiples candidats à l'accession du pouvoir suprême et ne sont certainement pas des représentations en rupture avec les cultures politiques dominantes.

17. K.H.B. SILVERT, *The Conflict Society: Reaction and Revolution in Latin America*, op. cit.; S.L. BAILY (Éd.), *Nationalism in Latin America*, op. cit., 1971; A. VAN NIEKERT, *Populism and Political Development in Latin America*, Rotterdam, 1974; R.A. HUMPHREYS, *Tradition and Revolt in Latin America*, London, 1969; T.W. ADORNO, et alii, *The Authoritarian Personality*, N.Y., Wiley Éd., 1950; S. TIANO, « Authoritarianism and Political Culture on Argentina and Chile in the Mid-1960s », op. cit.; C. LALIVE D'ÉPINAY et J. ZYLBERBERG, « Conciencia de clase, desarrollo desigual y religion », *Cuadernos de la realidad nacional*, Juillet 1973; J.G. MERQUIOR, « Power and Identity: Politics and Ideology in Latin America », *Government and Opposition*, 1984, Spring, no 19; J. CASTILLO VELASCO, *Dialectica entre democracia y dictadura en el pensamiento politica latinoamericano*, Santiago, 1981.

B — La reproduction élargie

Il est difficile de construire des adéquations et des correspondances – si ce n'est au prix d'un byzantinisme d'une rigueur douteuse inversement proportionnelle à la force incantatoire de la logique casuistique entre des « classes sociales » et des médiations politiques dans l'actualité latino-américaine, de même que les coalitions internationales des acteurs domestiques avec le Bloc soviétique ou les États-Unis ne suffisent pas à expliquer l'origine, ni épuiser le comportement des détenteurs ou des aspirateurs du pouvoir. Trois propositions peuvent cependant être faites sur la classe politicienne :¹⁸

- a) l'origine universitaire des multiples petits caudillos l'emporte sur toute autre variable d'origine. L'idéologue universitaire complète le théologien dans le clan des magiciens charismatiques des thèmes sacrés.
- b) L'entrée massive indiquée ci-dessus au tableau III – des fils de classe moyenne dans l'université interdit toute position hégémonique aux héritiers des acteurs sociaux fortunés.
- c) Le caudillisme charismatique et civil, la valorisation du conflit, le populisme nationaliste exacerbé sans oublier les résidus des traditions militaro-héroïques du passé – ont fait basculer la classe bureaucratique-militaire dans la classe politicienne dont elle imite l'individualisme anti-institutionnel, tout en se présentant comme le garant des institutions menacées par la segmentation des composantes civiles de la classe politicienne.

C — Les supports

Dans les supports à l'action politique d'une pléthore d'individus en mal d'État, l'on peut distinguer quatre types de regroupement :

- a) les partis, indépendamment de leurs idéologies, sont d'abord des instruments de propagande *ad hoc* pour des leaders charismatiques. Tour à tour, mouvements caudillistes, agences de publicité électorale, appareils idéologiques de l'État central, club de rencontres sociales, les partis se structurent difficilement en organisations permanentes et stables de compétition politique et d'arbitrage interne entre les prétendants à la direction du parti¹⁹.

18. B. CORKE (Éd.), *Who is Who in Government and Politics in Latin America*, Decade Media Books, 1984; J.W. HOPKINS (Éd.), *Political Elites of Latin America*, New York, 1973; S.M. LIPSET et A. SOLARI (Éd.), *Elites in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967; C.E. WELCH, « Civil-Military Relations: Perspectives From the Third World », *Armed Forces and Society*, 1984, Summer, no 10; C.E. WELCH, « Civil-Military Relations: Perspectives From the Third World », *Armed Forces and Society*, 1985, Winter, no 11; J. LAMBERT, *Amérique latine, structures sociales et institutions politiques*, Paris, PUF, 1968, pp. 251-327; D. RIBEIRO, *El Dilema de America Latina, Estructuras del poder y fuerzas insurgentes*, Mexico, Siglo XXI, 1971, pp. 166-234; J.L. de IMAZ, *Los Que Mandan (Those Who Rule)*, Albany, SUNY (Éd.), 1970.

19. J. LAMBERT, *Amérique latine, structures sociales et institutions politiques*, op. cit.; R. GOTT (Éd.), *Guide to the Political Parties of South America*, Middlesex, Penguin Books, 1973; T.S. DI TELLA, « The Popular Parties », *Government and Opposition*, 1984, Spring, no 19.

- b) Les noyaux, mouvements ou organisations corporatistes sont, tout autant que les partis, le tremplin publicitaire à partir duquel le pouvoir politique central va être réclamé. Le circuit corporatiste multiplie le nombre des apprentis politiciens²⁰.
- c) Le clientélisme résultant de l'affinité personnelle, des liens familiaux, et des prébendes concrètes ou promises, débordant toutes les classes sociales est une structure fondamentale de l'action politique²¹.
- d) Tout comme le clientélisme, la mobilisation de masse, les concentrations de foule sont un instrument habituel de la vie politique, auquel ont recours en permanence les concurrents politiques, instrument qui déborde les intérêts sectoriels, les clivages idéologiques, et favorisent l'utilisation de la ressource charismatique et des slogans populistes et nationalistes par des individus divers²².

Clientélisme et mobilisation, sont des formes qui bousculent les organisations et les institutions ne réussissant pas à canaliser l'expression plurielle de la segmentation et de l'individuation sociale. La récurrence des manifestations, le poids du clientélisme affecte la démocratie représentative et partisane et contribue à son discrédit, ou du moins à son manque d'efficacité – et légitime l'autoritarisme et l'utilisation de la force physique dans la vie politique. L'énorme majorité des acteurs politiques des trente dernières années, n'ont pas hésité à utiliser la force pour conserver le pouvoir et écraser la coalition des multiples rivaux, ou pour conquérir le pouvoir et faire l'économie du partage ou de l'alternance du pouvoir.

VI – DE LA DOMINATION POLITIQUE

Le recours permanent à la force pour conquérir le pouvoir peut être mis en relation à la faiblesse des moyens institutionnels des rivaux politiques, à leur division, et à la concentration des supports dans les mains des autorités centrales étatiques. Les thèses instrumentales de l'État, tendant à lui attribuer une croissance associée aux fonctions de la société, ou de groupes internes et de puissance externe, seraient certainement plus heuristique si elles tenaient compte, au delà des coalitions internationales et des idéologies supposées, d'une logique autonome d'un État qui multiplie ses rôles et ses fonctions non pour autrui mais pour occuper le désert politique et le vide social, produit non seulement par sa répression, mais par la croissance exponentielle de la compétition politique et l'ampleur de la différenciation sociale développée seulement en quelques décennies. Civil ou militaire, l'État latino-américain est un régulateur, un organisateur, un entrepreneur et évidemment

20. J. ZYLBERBERG, « État, corporatisme, populisme: contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *art. cit.*

21. R.A. HANES de ACEVEDO, *El Clientelismo Política en America Latina: una critica a la teoría de la dependencia*, 1984, C.E.P.S.A.L., Universidad de los Andes, Merida, 1984.

22. I.L. HOROWITZ (Éd.), *Masses in Latin America*, *op. cit.*; J. ZYLBERBERG, « État, corporatisme, populisme: contribution à une sociologie politique de l'Amérique latine », *art. cit.*; J. ZYLBERBERG, « Macroscopie et Microscopie... », *op. cit.*

une instance de répression, comme tout État. Cette pluralité des rôles est orientée par des acteurs centraux qui tendent à l'hégémonie et multiplient la répression pour réprimer les opposants et assurer moins un impossible consensus social, qu'une destruction des opposants²³.

A — La pluralité des rôles

Qu'ils soient civils ou militaires, les caudillos charismatiques et populistes qui se succèdent au pouvoir, multiplient l'interventionnisme de l'État, au nom du peuple, de la sécurité nationale, du développement et surtout concrètement au nom de l'État qui s'auto-alimente de sa croissance. Arbitrant entre les groupes, organisant de nouvelles fonctions sociales ou mettant sur pied des entreprises économiques, du Mexique au Brésil, l'État-léviathan, même le plus « libéral » s'occupe de tout, depuis la « protection » des indigènes jusqu'à la fixation du prix du café, depuis la construction des barrages jusqu'à la définition de la profession de journaliste. Cette entreprise de régulation généralisée ne répond pas à une « logique naturelle des fonctions générales dictées par l'intérêt étatique ». Commandée par un processus d'auto-reproduction et d'extension de toute organisation de pouvoir, elle répond aux nécessités de distribution des prébendes aux clientèles locales, de compétition avec les autres acteurs internes et aux intérêts — pragmatiques ou fantastiques — des acteurs du pouvoir et principalement à la fonction d'inclusion, d'organisation et de subordination des différents acteurs habitants du territoire étatique. C'est ainsi que l'on peut retrouver dans l'Hémisphère, un gonflement des règlements et des bureaucraties au service de quatre instances de régulation:²⁴

- a) l'instance de régulation policière organise les mécanismes de protection du territoire, de protection des autorités et de coercition des divers acteurs dans ce territoire. Accessoirement, ceux-ci sont protégés, si cette fonction n'entre pas en conflit avec la protection du territoire ou des autorités²⁵.
- b) L'instance de régulation sociale organise les mécanismes d'agrégation et de subordination des classes sociales, des masses urbaines, du paysan, des collectivités ethniques et des groupes de pression.

23. Sur l'État en général et l'État en Amérique latine, Cf. B. BADIE et P. BIRNBAUM, *Sociologie de l'État*, Paris, B. Grasset, 1979; S. BALICKI, *L'État comme organisation coercitive de la société politique*, Paris, V. Giard et E. Brière, 1896; P. BIRNBAUM, *La logique de l'État*, Paris, A. Fayard, 1982; J. COMBLIN, *Le pouvoir militaire en Amérique latine: l'idéologie de la Sécurité Nationale*, Paris, J.P. Delarge, 1977; H. LEFEBVRE, *De l'État 3. Le mode de production étatique*, Paris, U.G.E., 1977; L. MERCIER-VEGA, *La révolution par l'État: une nouvelle classe dirigeante en Amérique latine*, Paris, Payot, 1978; C. TILLY (Éd.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, University Press, 1975; J. ZYLBERBERG, « Modèles d'État, modèles de croissance: le cas latino-américain », in *Civilisation*, Bruxelles, 1980, no 1-2, pp. 60-72; M. KAPLAN, *Desarrollo del Estado en America Latina*, Santiago, 1969.

24. J. ZYLBERBERG, J. DAUDELIN, Y. GRENIER, « La régulation étatique au Nicaragua », *art. cit.*;
J. ZYLBERBERG, « Modèles d'État, modèles de croissance: le cas latino-américain », *art. cit.*

25. J. COMBLIN, *Le pouvoir militaire en Amérique latine. L'idéologie de la Sécurité Nationale*, *op. cit.*

- c) L'instance de régulation socio-économique organise les mécanismes par lesquels les autorités centrales obtiennent et accumulent leurs supports, subordonnent partiellement ou totalement les échanges socio-économiques de la société civile et consolident ou modifient les hiérarchies, les stratifications sociales et les rapports sociaux de production. Les régulations sociales et économiques instaurent un corporatisme étatique généralisé²⁶.
- d) L'instance de régulation culturelle organise les mécanismes de socialisation homogénéisante des divers acteurs, de légitimation des régulations étatiques et de contrôle des codes de communication entre les divers acteurs.

Durant les trente dernières années, le mode de production étatique a provisoirement imposé son hégémonie aux autres formes sociales. Ce que d'aucuns appellent sociétés ou encore intégration nationale est avant tout le produit d'une structuration, d'un encadrement, d'une organisation, d'une régulation généralisée d'un territoire.

B — Répression et instabilité

Le poids des régulations, la compétition politique explique à la fois la répression étatique constante et l'instabilité politique. Privé d'espace de communication, désespérant de l'alternance face à un pouvoir central qui monopolise les ressources matérielles et humaines pour étendre et prolonger socialement et temporellement sa domination, les diverses oppositions en sont réduites souvent à l'usage de la force contre des systèmes *de facto* ou même institutionnels qui ne prévoient pas de canaux de communication pour les divers segments sociaux et groupes d'intérêts toujours débordés – voir auto-débordés – dans la mobilisation de masse ou réduit à des luttes intenses corporatistes cooptées et régulées immédiatement par l'État. L'absence de mécanismes de coordination et d'arbitrage des diverses forces sociales, la légitimité du conflit en soi, l'usage normal de la force favorise donc les alternances violentes des acteurs centraux de pouvoir sans que le remplacement de ceux-ci mettent fin à l'inflation régulatrice.

La compétition politique violente et la croissance du pouvoir de l'État rend compte – (cf. le tableau 7) – d'une situation généralisée de violation des droits de la personne, situation qui s'est aggravée depuis 1965 pour s'améliorer quelque peu depuis deux ans.

26. Cf. le no spécial de *Review of Politics*, 1974, *op. cit.*; Cf. S. TIANO, « Authoritarianism and Political Culture in Argentina and Chile in the Mid-1960s », *op. cit.*; J.A. BOOTH et A.S. MITCHELL, « The Political Culture of Authoritarianism in Mexico: A Reexamination », *L.A.R.R.*, 19; W.F. BARBER et C. NEALE RONNING, *Internal Security and Military Power: Counterinsurgency and Civil Action in Latin America*, Colombus, Ohio University Press, 1966; R. FAGEN et W. CORNELIUS, *Political Power in Latin America: Seven Confrontation*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1970; E. LIEUWEN, *Arms and Politics in Latin America*, N.Y., Praeger, 1969; M.C. NEEDLER, *Political Development in Latin America: Instability, Violence and Evolutionary Change*, New York, Ransom House, 1969; DEPARTMENT OF STATE, *Country Reports on Human Rights Practices for 1986*, Washington, 1986.

VII – DES LIMITES: LÉVIATHAN ET PLURALISME

Apparemment les acteurs centraux de l'État réussissent à monopoliser des pouvoirs qui feraient l'envie de leurs collègues occidentaux, soumis par nécessité sinon par vertu, à des pressions intérieures constantes, De Gaulle étant l'exception et non la règle dans le domaine des relations internationales. Il ne s'agit pourtant pas dans le présent essai de vérifier, une fois de plus une ou deux catégories explicatives de l'ensemble d'un continent. L'évolution de l'État-léviathan n'est pas unilinéaire et uniforme, de plus elle connaît ces derniers temps, un coup d'arrêt, à preuve la démocratisation – provisoire ? – du *Cono Sur* et d'une partie de l'Amérique centrale. Le repli des régimes basés principalement sur l'usage de la répression physique, la démocratisation relative des régimes politiques, peut être attribuée d'un point de vue domestique à des facteurs divers :

- a) la croissance de l'administration a diversifié celle-ci : le secteur public s'est complexifié, diversifié et segmenté, parallèlement et en relation avec les strates sociales.
- b) Le succès partiel des régimes *de facto* en particulier, et autoritaires en général, notamment en ce qui concerne la croissance économique, à ne pas confondre avec le mythe utopique du développement, a provoqué une certaine éclosion du champ social ; que ce soit la consolidation de nouvelles élites d'entreprises publiques ou privées, l'émergence de dirigeants socio-professionnels résistant à l'emprise de la régulation sociale et du corporatisme d'État. La diversification des rôles sociaux a pour conséquence, la revendication d'une certaine autonomie des acteurs face à l'État. La diversification des rôles sociaux n'entraîne pas seulement la massification des acteurs anomiques et la cooptation de leurs agrégations.
- c) La longueur et l'ampleur de la répression favorise l'émergence d'une conception libérale des droits de l'homme comme enjeu concret et le regroupement des rivaux dans l'opposition.

Ces différents facteurs, qui rendent compte de la difficulté pour les autorités centrales de contrôler efficacement des structures administratives et sociales complexes ne signalent point la fin du cercle vicieux « utopies chrétiennes – individualisme – massification – autoritarisme ». Ils sont simplement les annonciateurs d'un nouveau slogan « démocraties versus dictatures » qui déplace les anciens slogans « réforme ou révolution », « répression ou révolution ».

VIII – BRÈVE CONCLUSION: DOMINATION ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Cet essai, nonobstant les imprudences stylistiques, se voulait une prospective d'une nouvelle approche plus qu'une démonstration ferme. Il peut se résumer en deux propositions, l'une récapitulative, l'autre prospective :

- a. Quelle que soit leur instabilité, les dirigeants étatiques des régimes autoritaires latino-américains ont bénéficié d'une autonomie exceptionnelle en matière de politique générale et étrangère, leur permettant d'être des

transformateurs actifs, voire sur-déterminateurs, des flux domestiques et exogènes. La segmentation des acteurs sociaux, la canalisation ou la répression étatique de leurs expressions plurielles permettaient aux caudillos militaires, de Managua à Brasilia, aux civils autoritaires du Mexique à la Colombie, de réaliser une adéquation entre leurs intérêts, leurs représentations et leur action internationale, et d'entraîner tranquillement leur population dans l'endettement, l'aventure militaire ou l'aventure nucléaire. Indépendance ou dépendance, soumission de satellite ou chantage de client étaient des possibilités concrètes, librement décidées, par les dictatures institutionnelles ou les régimes *de facto*.

- b. Le retour graduel à la démocratie, présidera éventuellement à l'avènement de régimes qui ne jouiront plus de la même autonomie dans le champ international. Une pluralité d'acteurs sociaux pourra peut-être s'exprimer sans répression physique ou sans être noyée par la « démocratie populaire » de masses. Une institutionnalisation de la pluralité ne sera pas nécessairement une « société ingouvernable » mais une société de compromis, où les idéologies prophétiques devront mettre une sourdine à leurs émissions eschatologiques, où les intérêts sectoriels devront apprendre la vertu de la négociation, et les acteurs politiques, la vertu de l'alternance au plus grand bénéfice des chômeurs intellectuels des grandes villes latino-américaines qui troqueront le fusil du guerillero pour les lettres de créance du diplomate. Les dynamiques externes et internes de tels régimes ne seront plus chapeautées en permanence par le centre étatique. L'Amérique latine pourra enfin faire partie du système mondial, autrement que par le biais des rencontres des dictateurs et de leurs représentants. L'internationalisation d'une Amérique latine en voie de démocratisation implique l'importation de la technologie et des droits de l'homme tout autant, sinon plus, que la dépendance économique, la libre circulation des hommes et des idées tout autant que la fuite des cerveaux et l'hémorragie financière de la dépendance.